



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Soutien à la filière pêche

Question au Gouvernement n° 1464

### Texte de la question

#### SOUTIEN À LA FILIÈRE PÊCHE

**Mme la présidente** . La parole est à M. Antoine Golliot.

**M. Antoine Golliot** . À Boulogne-sur-Mer, premier port de pêche de France et cœur de ma circonscription du Pas-de-Calais, les marins ne demandent que de pouvoir continuer à vivre de leur travail. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe RN.*) Aujourd'hui, toute la filière pêche est en souffrance.

Le prix du gazole est passé en quelques mois d'environ 60 centimes d'euro à plus de 1 euro le litre, montant jusqu'à 1,20 euro. Malgré les mesurètes comme l'aide de 20 centimes par litre, ce prix reste supérieur de 40 % à 65 % à la normale. Or, pour beaucoup de bateaux, le carburant représente aujourd'hui plus de la moitié de son chiffre d'affaires. Un chalutier peut consommer jusqu'à 12 000 litres de carburant pour une seule sortie en mer. Chaque sortie est synonyme de perte d'argent et certains armateurs préfèrent laisser leur bateau à quai plutôt que de travailler à perte.

Les entreprises du secteur sont en grande difficulté financière. Cette flambée des prix du carburant vient s'ajouter aux nombreuses difficultés déjà rencontrées par la filière : baisse des ressources halieutiques, réduction des quotas notamment pour le maquereau, flotte vieillissante, contraintes réglementaires toujours trop lourdes, complexité des aides européennes, manque d'attractivité du métier, réduction des zones de pêche en partie due à l'implantation de parcs éoliens en mer.

Face à cette situation, les professionnels sont en détresse. Ils ne voient de la part du gouvernement ni cap, ni stratégie, ni volonté réelle de défendre la pêche française. Nos pêcheurs attendent des réponses claires. Comptez-vous enfin prendre des mesures d'urgence à la hauteur de la crise du carburant pour éviter l'effondrement de la filière ? Quelle est votre vision pour garantir l'avenir de la pêche française ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche.

**Mme Catherine Chabaud**, *ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche* . Les pêcheurs, et toute la filière aval, sont les premiers à avoir été directement touchés par la crise. Depuis le début de cette crise, le gouvernement est derrière eux. Je suis quotidiennement les informations qui remontent, y compris du Pas-de-Calais. Il y a quinze jours, j'étais aux Sables-d'Olonne et je me suis rendue hier à Marseille pour rencontrer les professionnels de la Méditerranée.

Effectivement, la situation est grave, mais, je le répète, le gouvernement s'est mobilisé depuis le début de la crise et a pris des mesures très concrètes en faveur des pêcheurs...

**M. Alexandre Dufosset** . Allez le leur dire !

**Mme Catherine Chabaud**, *ministre déléguée* . ...pour ouvrir le droit à un report des cotisations sociales, pour solliciter le concours des banques dans le cadre des demandes des professionnels et pour offrir la possibilité de souscrire des prêts flash auprès de BPIFrance.

Par ailleurs, vous l'avez dit, les pêcheurs, en métropole comme outre-mer, bénéficieront pour le mois d'avril d'une réduction de 20 centimes par litre de carburant. À l'instar des autres États membres de l'Union européenne ayant annoncé des dispositifs similaires, les discussions sont en cours avec la Commission européenne pour que cette mesure soit applicable au plus vite.

Les cours demeurent élevés, mais, depuis deux jours, nous observons une inflexion du prix du carburant.

**M. Alexandre Dufosset** . De 1 centime !

**Mme Catherine Chabaud**, *ministre déléguée* . Malheureusement, les prix ne sont pas encore stabilisés. Le gouvernement s'est engagé à ce que les baisses des cours mondiaux se répercutent au plus vite sur les prix à la pompe. Nous serons très vigilants vis-à-vis des metteurs en marché.

En plus de ces mesures à court et moyen termes, nous travaillons sur des mesures de long terme pour accélérer la décarbonation du secteur. Le premier ministre m'a ainsi donné mandat pour demander un assouplissement du cadre européen. C'est une condition *sine qua non* pour améliorer l'attractivité du métier.

**Mme la présidente** . La parole est à M. Antoine Golliot.

**M. Antoine Golliot** . Je vous remercie pour ces éléments de réponse, mais les pêcheurs ont vraiment le sentiment d'être abandonnés par votre gouvernement. Je vous demande d'agir plus concrètement, comme les gouvernements italien et espagnol, qui agissent beaucoup plus efficacement pour soutenir leur filière pêche. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN et sur quelques bancs du groupe UDR.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Antoine Golliot](#)

**Circonscription** : Pas-de-Calais (5<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1464

**Rubrique** : Mer et littoral

**Ministère interrogé** : Mer et pêche

**Ministère attributaire** : Mer et pêche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 16 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 avril 2026